

nuirait à la région industrielle importante de Richmond située dans l'île Sea en augmentant de façon injustifiée le prix de revient.

A mon avis, cependant, le plus fort argument contre l'installation de postes de péage, c'est qu'elle serait onéreuse pour ceux qui travaillent dans l'île Sea même s'ils habitent la municipalité. Cela me semble injuste. C'est d'autant plus injuste que des quelque 10,000 personnes employées dans l'île Sea, très peu emprunteront le passage de la rue Hudson. Elles n'ont aucune raison de le faire puisque la plupart habitent à l'est ou au sud de la nouvelle voie. Pourtant, elles devront encore acquitter le péage même si elles continuent d'emprunter les ponts du détroit de Moray et de l'île Dinsmore qui sont gratuits à l'heure actuelle. Voici donc une situation où on aurait à payer sans obtenir grand-chose en retour. Peut-on s'attendre à ce que nous tolérions un tel état de choses?

Les gens de Burnaby-Richmond-Delta sont raisonnables et nourrissent des espoirs légitimes. Aussi, en voyant le gouvernement fédéral affecter 400 à 500 millions de dollars à la première phase seulement des travaux d'aménagement d'un aéroport pour desservir Montréal, ils commencent à juste titre à se demander pourquoi ils devraient payer en droits de péage les 21.2 millions que coûtera la nouvelle voie d'accès à l'aéroport international de Vancouver.

Même en ajoutant à ces 21.2 millions le coût de la nouvelle aérogare ouverte à l'aéroport de Vancouver en 1968, nous constaterions que Montréal recevrait encore environ neuf fois plus d'aide fédérale que Vancouver. C'est pourtant vrai même si Montréal n'accueille que deux fois plus de voyageurs que Vancouver. Qui plus est, ces chiffres ne comprennent même pas les 20 millions d'affectations du ministère de l'Expansion économique régionale pour l'année financière 1971-1972. Ce ministère a annoncé en mars dernier l'établissement d'une nouvelle région désignée qui correspond à la zone à l'entour du nouvel aéroport international de Montréal. Pourquoi donner ces fonds? Selon un communiqué du ministère aux journaux, c'est pour intégrer l'aéroport dans son cadre régional. Les députés conviendront que 20 millions représentent une intégration assez intéressante. Le cas du Québec est-il un cas isolé fondé sur des considérations particulières? Il semble que non. Le ministre des Transports (M. Jamieson) a indiqué à la Chambre le 11 mai 1971 qu'il était prêt à discuter toute proposition semblable présentée par le ministre des Transports de l'Ontario à propos du nouvel aéroport.

J'ai une proposition directe à faire au gouvernement, monsieur l'Orateur? Je propose que le gouvernement fédéral annule les péages annoncés et laisse les électeurs de la Colombie-Britannique décider du sort du gouvernement Bennett. De l'aveu général, nous qui vivons dans le sud de la province en général, et dans le delta de Burnaby-Richmond en particulier, devons faire les frais de l'imprévoyance du gouvernement de la Colombie-Britannique et sa négligence à accepter ses responsabilités. On nous demande de payer un droit de péage parce que le gouvernement de la Colombie-Britannique ne répond pas aux besoins de la population. Je soutiens que si celle-ci devait être pénalisée toutes les fois que le gouvernement Bennett a manqué de prévoyance, il n'y aurait plus assez d'argent dans tout le Canada pour payer les pots cassés

Ce droit va diviser la municipalité de Richmond. Il va faire monter les prix de revient des industries de l'île Sea. Il imposera une charge financière supplémentaire à quantité d'employés sans leur procurer d'avantages. Il augmentera les frais de construction et l'aéroport international de Vancouver sera le seul du pays où il faudra acquitter un droit fédéral. Le pont de Hudson Street sera le seul pont à péage de la Colombie-Britannique. Il faut que ces droits soient supprimés et je demande instamment au gouvernement fédéral de montrer qu'il est suffisamment sensible pour répondre au vœu de la population sur cette question, même si le gouvernement provincial n'en fait pas autant.

• (3:40 p.m.)

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, j'aurais quelques remarques à faire au cours du débat actuel sur le budget. Je ne parlerai pas des remarques que j'ai entendues ici aujourd'hui alors que j'essayais d'attirer l'attention de Votre Honneur. On a contesté au fond, et à juste titre, la crédibilité du budget actuel au moment où le ministre des Finances (M. Benson) exécutait son petit tour de passe-passe. Mais une fois que la nébulosité des libéralités Benson se sera dissipée, c'est le contribuable qui devra payer la note. Non seulement le riche ou le moins riche mais tous les contribuables dont l'échelle du revenu imposable va de \$500 à \$10,000, vont payer davantage une fois que le calme sera revenu et que le percepteur d'impôts entrera en jeu

Pour ce qui est de ma circonscription, on pourrait en dire long sur les répercussions de quelques-unes des propositions du budget et à vrai dire on pourrait en dire autant de l'absence encore une fois de propositions pour favoriser l'initiative et l'incitation personnelles. L'impôt sur la plus-value de capital dilue les taux progressifs d'impôt, et une fois qu'on est inclus dans l'échelle d'imposition, l'un empiète sur l'autre. Il ne restera certainement plus grand-chose d'agréable pour le fermier si les comptables et les ordinateurs jouent un rôle aussi important dans sa vie que le temps et les récoltes. Les exploitants de petites entreprises, l'aide aux propriétaires sans recours, l'aide financière aux universités et le petit jeu en matière d'exportation qu'on joue avec notre taux de change flottant alors qu'aucun dégrèvement ne vient compenser les pertes qui s'ensuivent, voilà autant de sujets qui épuiseront vite mon temps de parole. Il y a une foule d'autres sujets dont j'aimerais traiter.

La meilleure chose à dire, je pense, du budget actuel, c'est que si la mort et les impôts sont des choses inévitables, Benson ne l'est pas, Dieu merci, car étant donné la réforme fiscale amorcée par un gouvernement conservateur avec l'institution de la Commission Carter, le pays aurait pu retirer de meilleurs avantages et notre économie ne s'en trouver que mieux si le ministre ne s'était pas montré si belliqueux et si opiniâtre lors de la première publication de son Livre blanc. Un homme à l'esprit ouvert qui eût réagi de façon raisonnable à des critiques positives—peut-être pas sur toute la ligne mais de façon raisonnable—aurait pu éviter ou du moins amortir l'incertitude qui en était résultée dans le monde des affaires et la stagnation économique subséquente, au cours de laquelle les hommes d'affaires comptaient les jours tandis que le ministre des Finances essayait de se décider. Pendant ce temps le pays a pris du retard. Je ne pense pas